

# « La diplomatie du paillasson ne marche pas »

Dans son ouvrage « Diplomatie de combats – Mémoires », l'ambassadeur de France Jean-Maurice Ripert évoque quarante années de diplomatie à l'ONU, en Russie ou en Chine

Recueilli par Clément Bouynet  
c.bouynet@sudouest.fr

Un témoignage sobre, fort. S'il ne dévoile pas de secrets d'État, Jean-Maurice Ripert narre quarante ans de diplomatie dans ses mémoires. Celui qui a été élevé en 2016 à la dignité d'ambassadeur de France par son ancien camarade de promotion à l'ENA François Hollande a représenté la République en Chine ou encore en Russie. Collaborateur de Bernard Kouchner ou de Lionel Jospin, Jean-Maurice Ripert a également été envoyé spécial de l'Organisation des Nations unies

« Vous ne négociez pas avec quelqu'un qui vous envahit, vous lui résistez »

(ONU). Dans son ouvrage, il insiste sur son combat pour la protection des droits humains et son aversion pour les ambassadeurs « réalistes ».

Qu'est-ce qu'un ambassadeur réaliste ?

C'est ce que j'ai essayé de ne pas être. Je ne dis pas que je ne suis pas réaliste, je pense même que je le suis plus que ceux que j'appelle les « ambassadeurs réalistes ». Il faut prendre en compte les rapports de force et les éléments de la réalité, bien entendu, mais il ne faut pas se plier à ce rapport de force que la diplomatie réaliste veut respecter. Exemple typique, tous ces gens que j'ai entendu dire, ces derniers mois, après l'invasion de l'Ukraine : « Il faut négocier avec les Russes. » Vous ne négociez pas avec quelqu'un qui vous envahit, vous lui résistez. Il faut se battre au nom des valeurs, et pas seulement à celui des intérêts. J'ai été partisan toute ma carrière de ce que j'appelle une diplomatie de combat.

Comment ne pas engager un rapport de force lorsque l'on est dans un bureau avec un ministre des Affaires étrangères comme Sergueï Lavrov ?

J'ai pris mon poste d'ambassadeur en Russie juste avant l'invasion de l'Ukraine, en 2014. Lavrov voit rarement les ambassadeurs, sauf pour leur passer un savon. Il faut calmement dire ce qu'on a à dire. J'ai combattu pour que l'on se batte sur les valeurs européennes, et pas celles de Vladimir Poutine ou de Xi Jinping en Chine. Je suis convaincu d'une chose, la diplomatie du paillasson ne marche pas. Quand vous êtes en face de quelqu'un qui ne croit qu'aux rapports de force et que vous empruntez son langage, il a dé-



Ce mois-ci, Jean-Maurice Ripert est intervenu auprès d'élèves de 1<sup>er</sup> du lycée Laure-Gatet de Périgueux dans le cadre d'un projet intitulé « Démocratie en action ». PHOTOS STÉPHANE KLEN / SUD OUEST

jà gagné, donc il ne négociera pas. C'est ça le piège.

En poste, vous avez eu à gérer l'épineuse crise de la vente avortée des porte-hélicoptères Mistral, engagée en 2010 par la Russie. L'opération avait été annulée par le président François Hollande à la suite de l'annexion de la Crimée. Comment avez-vous fait passer le message aux Russes ?

J'étais assez content que le président de la République prenne cette décision. Il m'avait demandé mon avis, j'en avais encouragé dans cette voie. Il avait choisi une diplomatie de valeurs et pas d'intérêt. Faire passer le message, vous vous en doutez, ça a été un peu compliqué. Ils ne l'ont pas bien pris, mais ils ont fait ça « à la russe »,

« Lavrov voit rarement les ambassadeurs, sauf pour leur passer un savon »

en nous expliquant que, de toute façon, ils n'en avaient pas besoin et qu'ils avaient commandé les Mistral pour nous faire plaisir.

Quel est le lien de l'ambassadeur avec le président de la République française ?

J'ai commencé à servir la République sous Valéry Giscard d'Estaing. Comme tous les fonctionnaires, vous êtes sous l'autorité



Jean-Maurice Ripert

de votre ministre et, en plus, dans le domaine des relations internationales, vous avez un rapport particulier avec le Président au sens où il vous donne directement des instructions. J'ai eu un problème avec un Président [Nicolas Sarkozy], qui ne m'aimait pas – c'est son droit – et qui pensait que je ne pensais pas comme lui, ce qui faisait de moi un mauvais ambassadeur. Je suis persuadé qu'il faut accepter les directives d'un Président, sauf si elles vous heurtent sur le plan déontologique. Je n'ai jamais eu ce problème, je dois le reconnaître.

Vous avez également été représentant permanent de la France auprès des Nations unies, puis envoyé spécial de l'ONU au Pakistan, en 2009. Comprenez-vous les critiques récentes, parfois virulentes, à l'encontre de l'organisation ?

Il y a trop de confusions autour des Nations unies : les Nations unies, ce sont les États-membres, c'est nous. L'ONU ne peut pas intervenir si les États ne laissent pas intervenir. On a vu

que, sur l'Ukraine, la Syrie ou pour le conflit entre Israël et le Hamas, avec le blocage du Conseil de sécurité, les Nations unies ne peuvent pas faire grand-chose en dehors de l'aide humanitaire, et encore, il a fallu du temps.

La voix de la France est-elle encore écoutée à l'international ?

La France a une histoire de défense des droits humains, de promotion de l'Europe, de défense des pays du Sud face à l'avidité des multinationales. Une tradition qui fait qu'on

« Toute atteinte aux civils est condamnable en droit international et devra un jour être jugée »

l'écoute. Aujourd'hui, il faut reconnaître qu'avec la montée de nouvelles puissances et à l'affirmation de superpuissances qui redeviennent agressives, notre voix est plus difficile à faire entendre, donc je pense que la solution, c'est d'agir en tant qu'Européens. Il ne faut pas se séparer des Britanniques et toujours agir à 27, car nous sommes plus forts.

Comment l'ancien diplomate analyse-t-il la guerre entre Israël et le Hamas ? Nous avons été horrifiés par les massacres commis par le Ha-

mas en Israël ; d'un autre côté, il faut arrêter les bombardements israéliens indiscriminés qui font des victimes civiles. Ce n'est pas plus acceptable. Il ne faut pas comparer, il n'y a pas de bons morts ou de mauvais morts. Toute atteinte aux civils est condamnable en droit international et devra un jour être jugée.

Existe-t-il une solution à ce conflit qui dure depuis des décennies ?

Il faut revenir, selon moi, à la seule solution que tout le monde connaît, car sur la table depuis la création de d'Israël : aller vers deux États. En 1947, on appelait ça le plan de partage de la Palestine. La difficulté, c'est que le Hamas, qui n'est pas une autorité politique mais un groupe terroriste, ne reconnaît pas les accords d'Oslo signés par Yitzhak Rabin, Shimon Peres et Yasser Arafat. Et comme, en même temps, les Israéliens les plus extrémistes continuent, en toute illégalité, de coloniser des terres en Cisjordanie, on ne prend pas le bon chemin. J'espère que d'un mal épouvantable sortira du bien : il n'y a pas d'alternative.

(1) « Diplomatie de combats – Mémoires », éd. Presses de la Cité, 384 p., 24 euros, ebook 16,99 €.

